

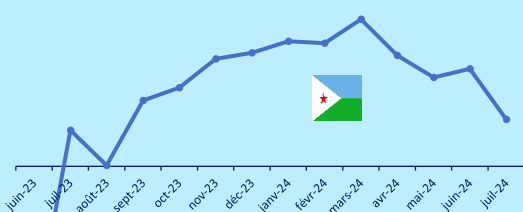


NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE

DEUXIEME TRIMESTRE 2024

Reflux de l'inflation et baisse des importations de l'énergie électrique

Inflation annuelle
juin 2023- juillet 2024



Scanner pour télécharger

N°12/AOUT 2024

SOMMAIRE

	SYNTHESE	03
I	Activité économique dans le monde	04
II	Conjoncture nationale	05
<u>2.1</u>	Secteur réel	05
<u>2.2</u>	Inflation	09
<u>2.3</u>	Finances publiques	10
<u>2.4</u>	Dettes extérieures	11
<u>2.5</u>	Situation monétaire	11
<u>2.6</u>	Secteur extérieur	12

SYNTHÈSE

Au deuxième trimestre 2024, l'économie mondiale a poursuivi sa trajectoire de croissance dans un contexte macro-économique globalement favorable avec des pressions inflationnistes qui s'atténuent.

Le Fonds monétaire international (FMI) a ainsi maintenu inchangée en juillet 2024, sa prévision de croissance mondiale à 3,2% pour 2024, améliorant légèrement sa prévision pour 2025 à 3,3% (+0,1 point de pourcentage par rapport à ses projections d'avril 2024).

Au niveau national, la crise en mer rouge n'a pas pénalisé l'activité portuaire dopée par les transbordements en forte expansion (+742 %).

Les services de télécommunications ont conservé leur vigueur au 2^{ème} trimestre (+7,6%) tandis que les importations locales hors électricité se sont infléchies de 5,4% en rythme annuel.

Pour sa part, la consommation publique, un des moteurs de la croissance, s'est accrue de 23% en glissement annuelle après 95% au premier trimestre.

Le secteur secondaire est marqué notamment par la vigueur de la consommation de l'énergie électrique (+7%) et un fléchissement de 21% sur un an des ventes de ciment (indicateur de référence du BTP).

Du côté des prix à la consommation, l'inflation globale a reflué à 3,2% à fin juin 2024 après 4,9% en mars 2024 et 3,8% en décembre 2023 en variation annuelle.

Au 31 mai 2024, la gestion des finances publiques est caractérisée par une amélioration des recettes et dons de 16,7% en g.a à 48,03 milliards FDJ et une hausse des dépenses de 17% à 66,94 milliards FDJ. D'où un solde déficitaire qui a progressé de 17,8% à 18,9 milliards FDJ pendant la période sous revue.

Le service de la dette extérieure directe mandaté à fin juillet 2024, se chiffrait à 4,853 milliards FDJ avec un taux de remboursement de 56% soit 2,697 milliards FDJ. Pour la dette garantie, le taux de paiement du service de la dette mandaté se situait à 85% à fin juillet 2024. Par rapport au PIB, les arriérés de la dette directe ont régressé de 6% à 1,4% entre juillet 2023 et juillet 2024.

Concernant le financement de l'économie, les crédits à l'intérieur se sont accrus à fin juin 2024 de 15,6% à 265,89 milliards FDJ sur un an alors que la masse monétaire totalisait 526,78 milliards FDJ (+10,3%).

Le compte courant est ressorti en excédent de 23,6 milliards FDJ à fin juin 2024 en accroissement de 106% par rapport à l'excédent de 11,25 milliards FDJ d'il y a un an.

I. Activité économique dans le monde

La situation économique mondiale en juin 2024 s'est caractérisée par une croissance du PIB avec des divergences régionales et sectorielles ainsi que par une baisse des pressions inflationnistes.

Aux États-Unis, la croissance s'est accélérée à 0,7% au deuxième trimestre 2024 en rythme trimestriel, portée par la hausse de la demande après une hausse de 0,4% au trimestre précédent.

En zone euro marquée par des évolutions contrastées, l'activité a crû de 0,3% sur trois mois comme au premier trimestre. La première économie européenne, l'Allemagne qui souffre depuis deux ans des difficultés de son industrie exportatrice, pilier de son modèle économique, a enregistré au deuxième trimestre une baisse de 0,1% de son produit intérieur brut (PIB).

En France, l'activité économique a crû de 0,3% au deuxième trimestre de l'année, soutenue par le commerce extérieur et un rebond des investissements des entreprises alors que les PIB de l'Espagne et de l'Italie, ont respectivement progressé de 0,8% et 0,2% en variation trimestrielle.

Les économies émergentes, confrontées à des défis liés à la demande intérieure, ont enregistré une croissance inégale.

La Chine a vu sa croissance économique ralentir au deuxième trimestre à 0,7% en variation trimestrielle après 1,5% sur la période entre janvier et mars 2024, dans un contexte de crise de l'immobilier et de consommation en berne.

En termes de perspectives de l'économie mondiale, la croissance du PIB réel devrait se situer à 3,2 % en 2024, puis se redresser légèrement pour atteindre 3,3% en 2025, selon les dernières projections du FMI de juillet 2024.

Pour les économies avancées, un rapprochement des perspectives à moyen terme est projeté du fait d'un ralentissement progressif de l'économie américaine combinée à une reprise de l'économie européenne à partir de 2025. En 2024, l'écart devrait rester cependant conséquent, avec une croissance toujours annoncée à 2,6% pour les États-Unis, en léger recul (0,1 point de pourcentage) par rapport à l'estimation précédente, contre seulement 0,9% pour la zone euro (+0,1 point par rapport à mars).

Du côté des pays émergents, le FMI se montre plus optimiste qu'en mars dernier, tout particulièrement pour la Chine et l'Inde, qui voient tous deux leur croissance révisée en hausse, alors que leurs économies restent soutenues par la demande intérieure et une hausse des exportations. Pour la Chine, la révision est de 0,4 point, avec une croissance désormais attendue à 5%, alors que celle de l'Inde devrait atteindre 7%, améliorée de 0,2 point.

La croissance économique dans la région de l'Afrique ressortirait à 3,7% en 2024 après 3,1% en 2023 avec une accélération à 4,3% en 2025. L'Afrique de l'Est afficherait la croissance la plus rapide, avec une hausse du PIB passant de 1,5% en 2023 à 4,9% en 2024 et 5,7% en 2025 selon la Banque africaine de développement.

II. Conjoncture nationale

L'activité économique nationale sur la période entre avril et juin 2024 affiche des évolutions contrastées : l'embellie du transport maritime, la vigueur de télécommunications ou la décélération de l'inflation, sont atténués par le ralentissement de plusieurs secteurs notamment le commerce local et la construction.

2.1. Secteur réel : Embellie de l'activité portuaire et reflux de l'inflation

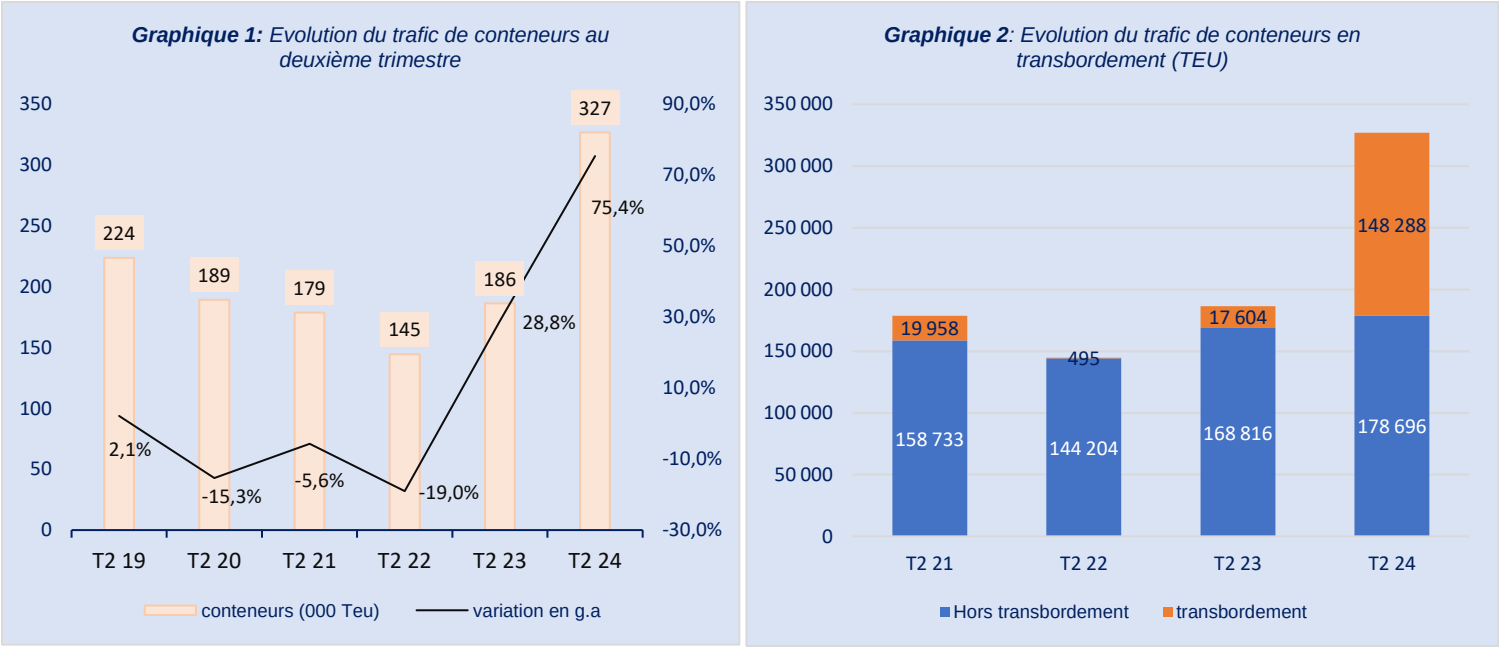
Tableau 1 : Conjoncture sectorielle sur un an

Transport routier, aérien et ferroviaire			Transport maritime			Commerce extérieur (Tonnes)		
Fret Routier	Passagers Aérien	Fret ferroviaire	Marchandises en vrac (MT)	Hydrocarbures (MT)	Conteneurs traités (TEU)	Mise à la consom. Hors électricité	Réexport.	
-10,1%	-7,9%	-26,3%	+21,2%	-3,8%	+75,4%	-5,4%	+4,8%	
Autres secteurs de l'économie et inflation								
Pêche	Elevage (exports)	Product° d'eau	Product° énergétique	BTP	Tourisme	Téléphonie mobile (GSM)	Abonnés internet	Inflation
-	+65,3%	ND	+3,8%	-21%	-0,5%	+7,6%	+18,7%	+3,2%

Source : Tableau des indicateurs de conjoncture économique, DEP/MEFI

Secteur tertiaire : poursuite de l'expansion de l'activité portuaire

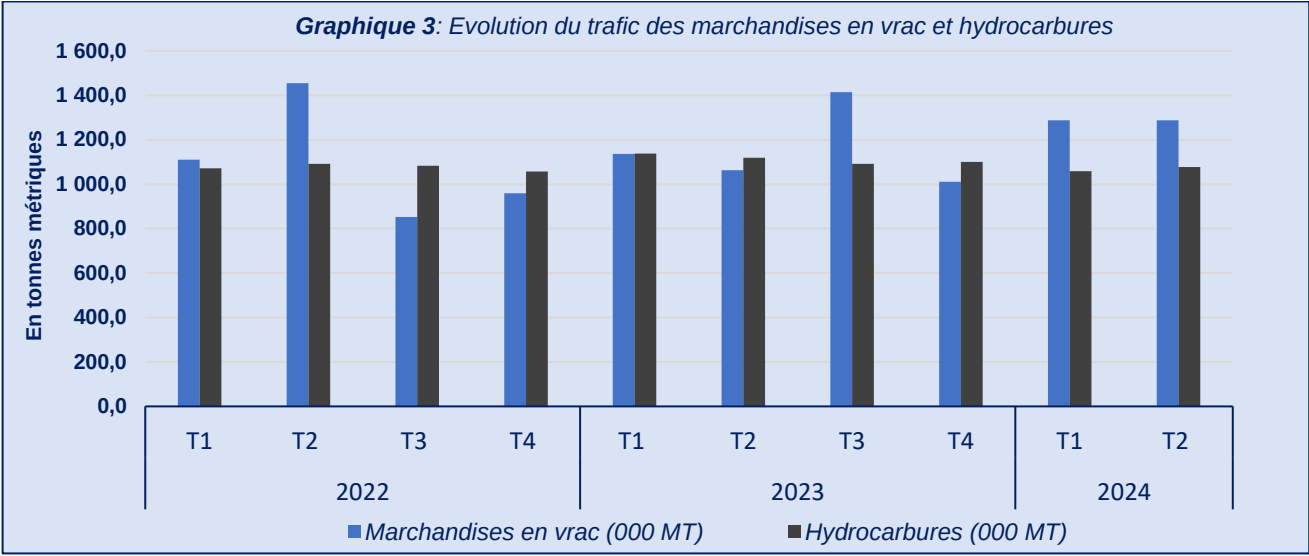
Le trafic maritime poursuit son dynamisme au second trimestre 2024 avec une performance de même ampleur que celle du trimestre précédent. Le flux de **conteneurs traités** a augmenté de 75,4% à 326 984 conteneurs contre 186 420 conteneurs à la même période de l'année dernière grâce au bond continu des activités de transbordement (+742%) et aussi une progression du transit (+5,9%).



Source : DMP

Les **marchandises** en vrac se sont accrues de 21,2% en g.a à 1,29 million de tonnes par rapport au 1,06 million de tonnes du deuxième trimestre 2023. Cette évolution est tirée par les importations éthiopiennes qui ont progressé de 29,4% tandis que les importations locales ont reculé de 27,2%.

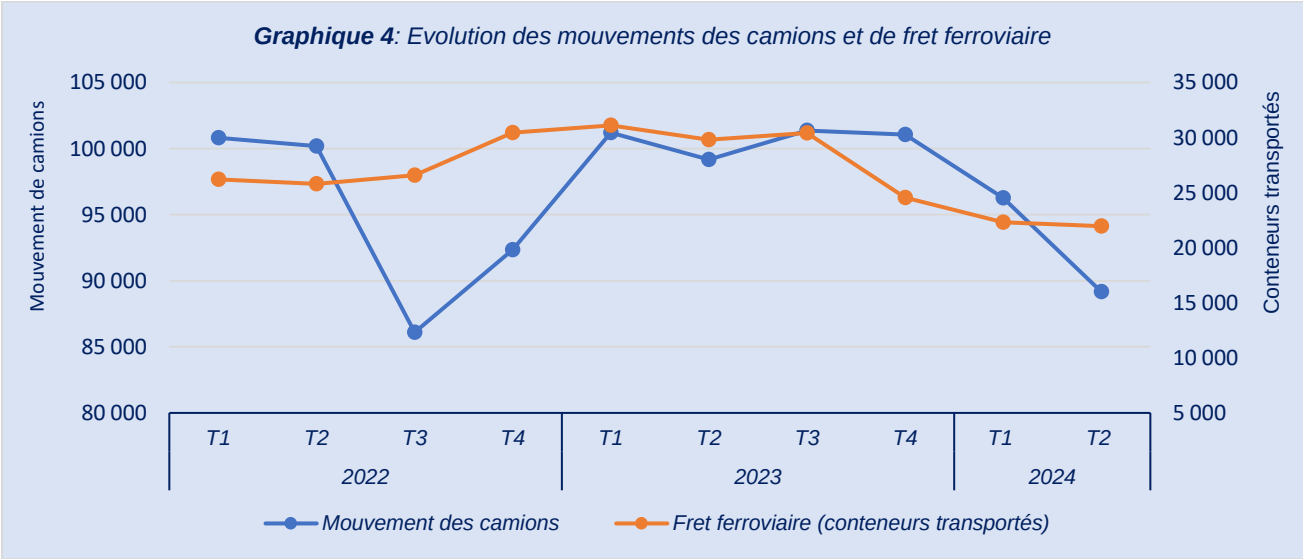
Les hydrocarbures reculent de 3,8% à 1,08 million de tonnes contre 1,12 million de tonnes à la même période de l’année dernière en lien avec le repli des commandes éthiopiennes (-8,5%) atténué par les hausses des importations Djiboutiennes et en transbordements respectivement de +52,6% et 40,9%.



❖ **Fléchissement des secteurs connexes du trafic portuaire**

Le fret ferroviaire de conteneurs a diminué de 26,3% à 21 959 conteneurs au deuxième trimestre 2024 comparé aux 29 796 conteneurs de la même période de l’année dernière. S’agissant des passagers transportés, leur nombre a bondi de 89,5% sur un an et de 50% sur 3 mois sous l’effet d’une campagne de communication déployée par la Société Djiboutienne de Chemin de fer.

Pour le trafic routier, les mouvements de camions ont régressé de 10,1% à 89 161 mouvements de camions au deuxième trimestre 2024 contre 99 185 une année auparavant.



Source : DPCR et SDCF

L’activité du transport aérien enregistre un fléchissement du nombre des passagers en variation annuelle (-7,9%) à 67 691 passagers contre 73 499 passagers au deuxième trimestre de 2023.

❖ Commerce extérieur : évolution mitigée des importations et des réexportations

Les importations mises à la consommation sont ressorties à 274 847 tonnes au deuxième trimestre 2024 contre 319 137 tonnes à la même période de 2023 en recul de 14% sur un an, une évolution due principalement aux importations énergétiques (-23%).

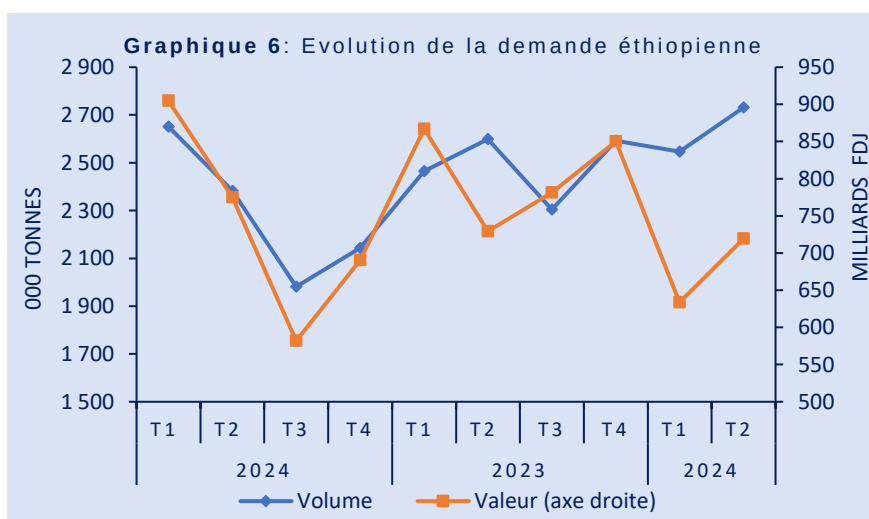
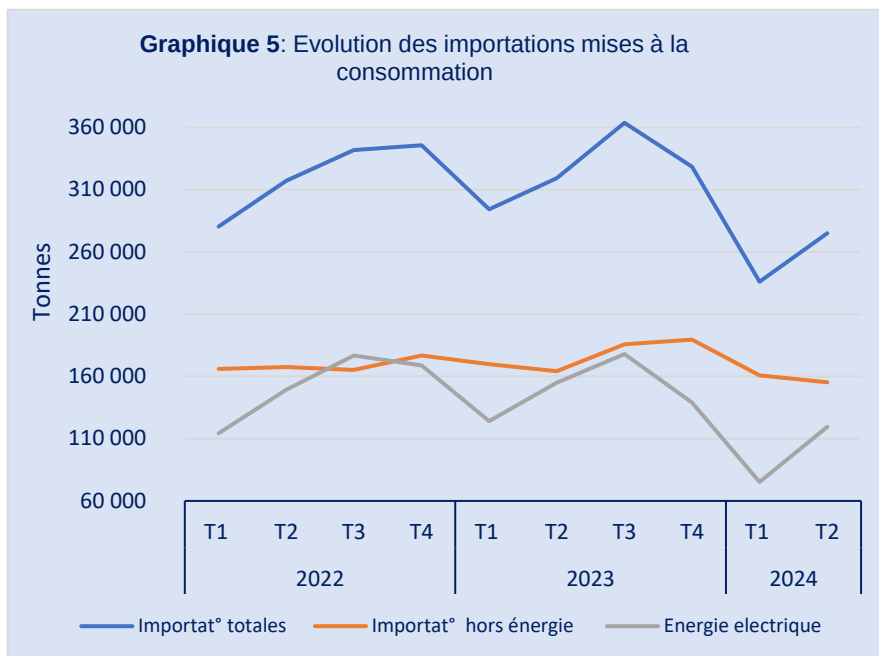
Hors électricité importée, les importations diminuent de 5,4%.

Les produits alimentaires qui représentent le troisième poste le plus important des importations (26%) progressent de 16%.

En valeur, les importations totales ont régressé de 22% sur un an à 38,14 milliards FDJ contre 48,76 milliards FDJ au deuxième trimestre 2023.

Les **réexportations** ont atteint 883 262 tonnes et 169,70 milliards FDJ en valeur. En variation annuelle, elles sont en hausse de 5% en volume mais diminuent de 4% en valeur.

Concernant la demande éthiopienne au deuxième trimestre 2024, elle s'est améliorée de 5% en volume à 2,73 millions de tonnes mais a fléchi légèrement en valeur à 719,25 milliards FDJ (-1%) en g.a.



Source : Service du commerce extérieur, INSTAD

❖ Vigueur du secteur des Télécommunications et léger repli de l'hôtellerie

Le secteur des **télécommunications** a enregistré des bonnes performances aussi bien pour le GSM et la connexion internet. Les abonnés GSM ont progressé sur un an de 7,6% à 579 236 contre 538 140 au deuxième trimestre 2023 soit 41 096 abonnés supplémentaires.

S'agissant des abonnés internet, le parc s'est accru de 18,7% en glissement annuel à 19 692 contre 16 587 à la même période de l'année dernière et de 10% par rapport au trimestre précédent.

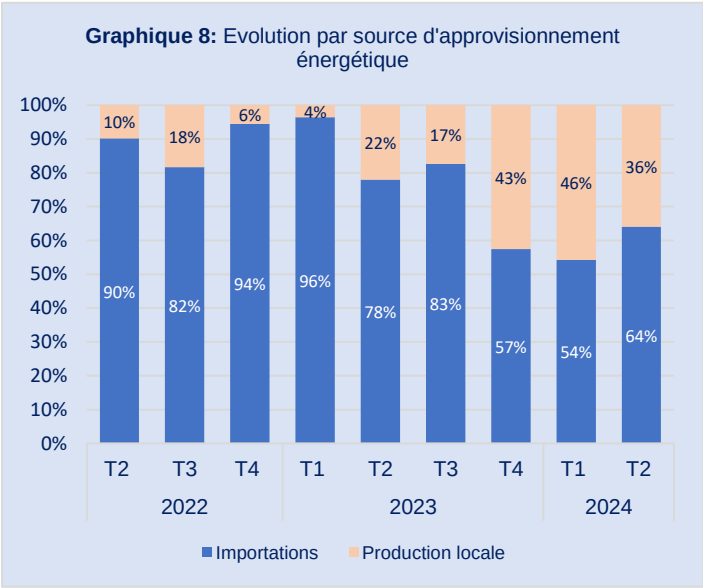
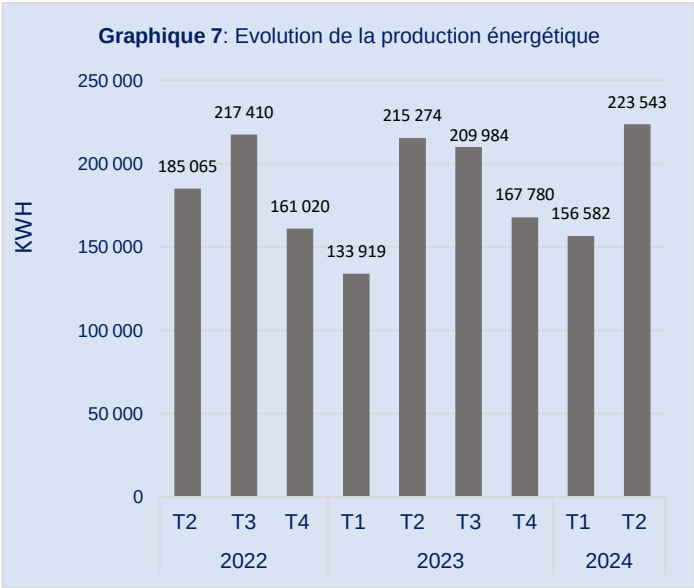
L'activité de **l'hôtellerie** fléchit légèrement de 0,5% sur un an à 45 686 nuitées vendues et reste stable sur trois mois (+0,3%). Les capacités trimestrielles disponibles s'élèvent à 143 507 lits sur la période entre avril et juin 2024 quasiment au même niveau qu'au deuxième trimestre 2023 (+0,8%). Le taux d'occupation s'est établi à 31,8% en hausse de 1,4 point sur un trimestre et en diminution de 0,4 point sur un an.

Le nombre d'hôtel en activité est resté stable à 38 comme au premier trimestre 2024.

Secteur secondaire : Hausse de la consommation énergétique et contraction des ventes de ciments

Les ventes de ciment, indicateur de performance du secteur de bâtiments et des travaux publics, régressent de 21% en rythme annuel à 827 millions FDJ au deuxième trimestre 2024.

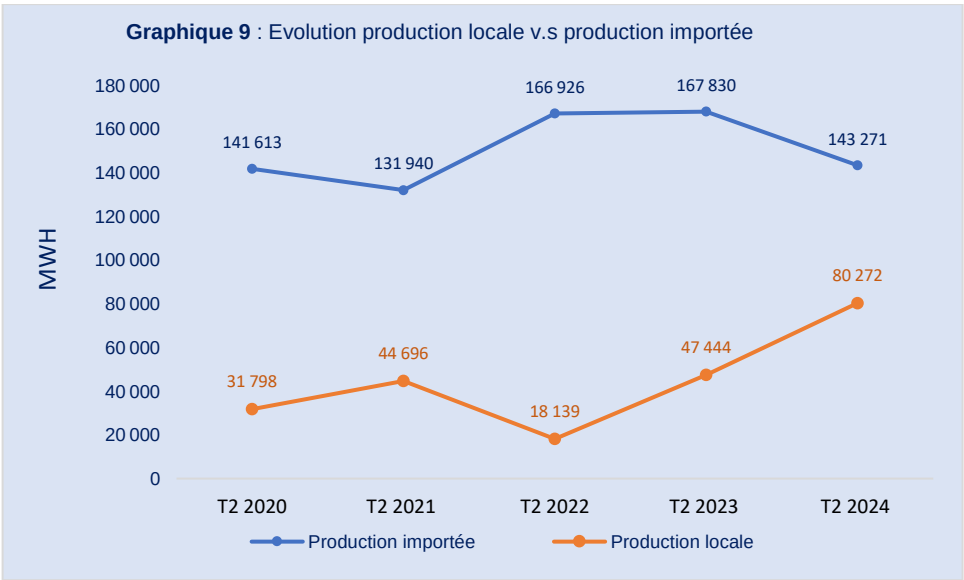
La production **énergétique** s’est accrue de 3,8% à 223 548 MWH au deuxième trimestre 2024 contre 215 274 MWH à la même période de 2023. L’énergie importée poursuit sa baisse à -14,6% en variation annuelle tandis que les productions locales progressent de 69%.



Source : EDD

La consommation énergétique a augmenté de 7% sur un an à 162 825 MWH comparé aux 152 124 MWH du premier trimestre 2023.

Le nombre d’abonnés à l’électricité de Djibouti atteint 82 036 en hausse de 5,6% soit 4 431 abonnés supplémentaires par rapport à la même période de 2023.

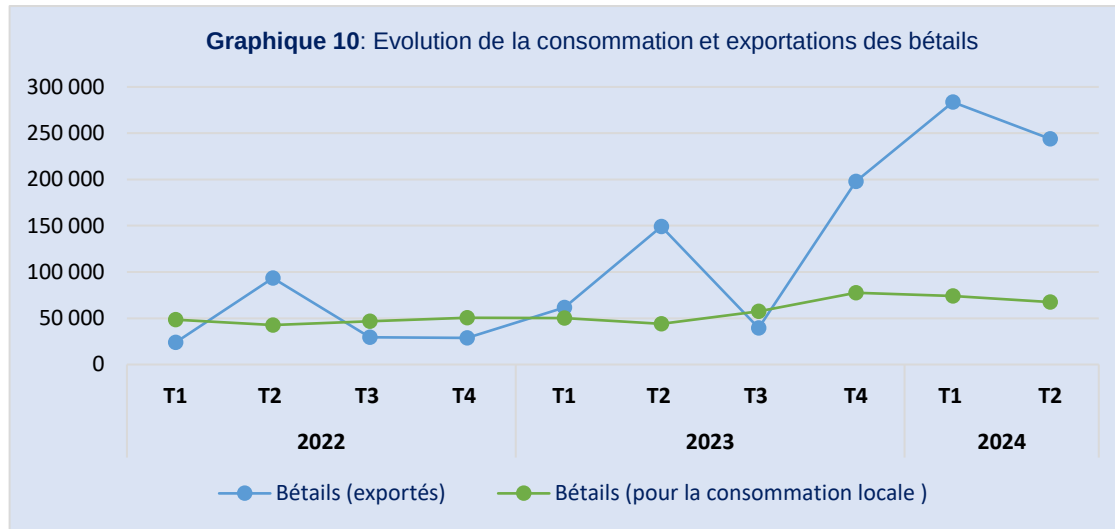


Secteur primaire : Dynamisme des exportations de bétail

Au deuxième trimestre 2024, les bétails exportés ont bondi de 65,3% à 243 774 têtes de bétails comparé aux 147 471 de la même période de l'année dernière.

Pour les bétails destinés à la consommation locale, la hausse est de 53,4% sur un an à 67 626 têtes.

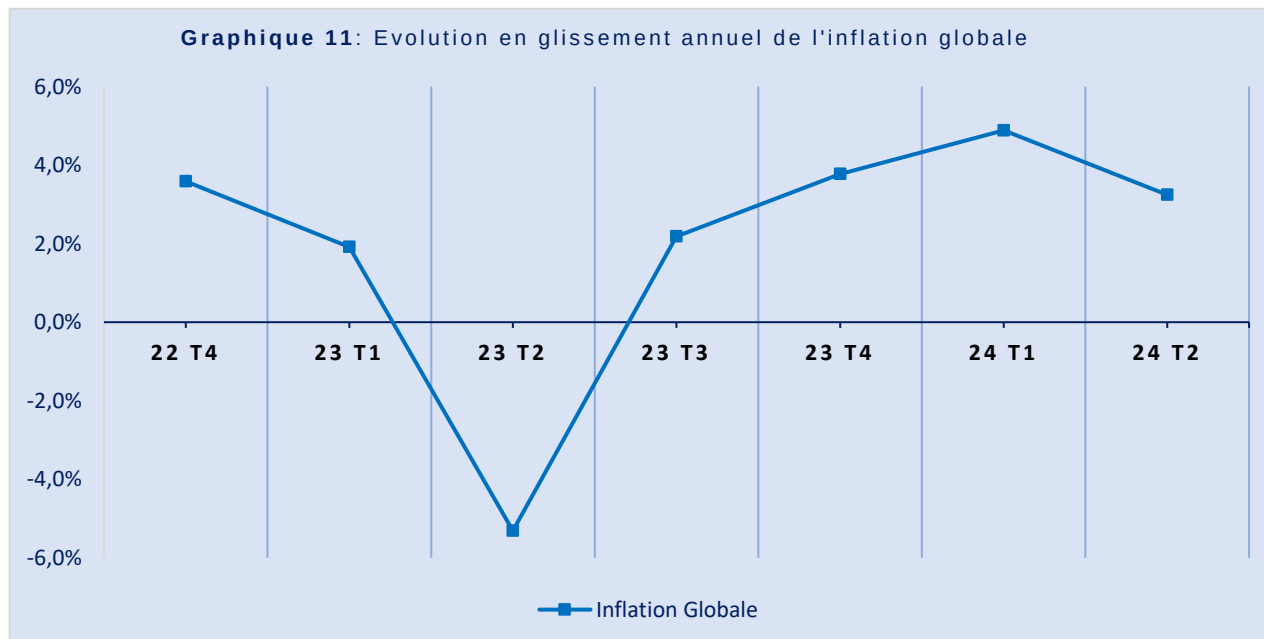
La consommation locale de viande est constituée majoritairement des ovins (80%) suivi des autres espèces comme les bovins (18%) et les camelins (2%).



Source : Département Statistiques, DMP et SIS

2.2. Inflation : Décélération de l'inflation

L'inflation (au sens de l'IPC) recule au deuxième trimestre 2024 à 3,2% après 4,9% au premier trimestre 2024 en lien avec la baisse de 0,7 % des prix des produits alimentaires.



Source : INSTAD

2.3. Les Finances Publiques : Déficit du solde budgétaire

Au 31 mai 2024, les recettes totales et dons se sont établis à 48,03 milliards FDJ contre 41,16 milliards FDJ en mai 2023, soit une hausse de 16,7% attribuable principalement aux recettes intérieures qui ont augmenté de 8,74 milliards FDJ (+23%) sur un an.

Les recettes fiscales ont progressé de 4,6% passant de 31,48 milliards FDJ à fin mai 2023 à 32,93 milliards FDJ à fin mai 2024. Cette augmentation résulte de l'accroissement aussi bien des impôts indirects qui se sont accrus de 5,7% (+829 millions FDJ) que des impôts directs (+4,1% ; 619 millions FDJ).

Pour les impôts indirects, les taxes intérieures sur la consommation augmentent de 1,2 milliard FDJ alors que les surtaxes baissent globalement de 368 millions FDJ.

Les postes des impôts directs en hausse sont les impôts et taxes sur salaires (+951 millions FDJ), les impôts sur les sociétés (+297 millions FDJ) et les impôts fonciers (+270 millions FDJ) alors que les patentes et licences, les antérieurs reculent de 391 millions FDJ et de 510 millions FDJ respectivement.

Les recettes non fiscales ont quasiment doublé à 14,14 milliards FDJ contre 6,85 milliards FDJ à fin mai 2023 en raison de l'augmentation des produits divers (+3,6 milliards FDJ), des valeurs mobilières (+1,78 milliard FDJ) et des ventes de terrains (+786 millions FDJ).

Quant aux dons, ils régressent de 1,87 milliard FDJ (-66%) et sont passés de 2,84 milliards FDJ à 0,96 milliard FDJ entre mai 2023 et mai 2024.

Les dépenses totales se sont accrues en glissement annuel de 17% à 66,94 milliards FDJ en raison de l'augmentation des dépenses courantes (+11%) et des dépenses d'investissements (+36%).

Pour les dépenses courantes, la progression sur un an est de 4,7 milliards FDJ à 47,87 milliards FDJ. Cette hausse résulte principalement des dépenses matérielles (+4,1 milliards FDJ) et de salaires (3,27 milliards FDJ).

Les dépenses d'investissements ont crû de 36% (+5,03 milliards FDJ) à 19,07 milliards FDJ en glissement annuel, en lien principalement avec la hausse des dépenses d'investissements financées sur ressources intérieures (+41,5%, +4,6 milliards FDJ).

Le solde budgétaire base ordonnancement est ressorti en déficit de 18,91 milliards FDJ à fin mai 2024 contre 16,05 milliards FDJ à fin mai 2023, soit un accroissement de 2,86 milliards FDJ (+17,8%).

Tableau 2 : Evolution des grands postes de finances publiques (en milliards FDJ) sur 12 mois (mai 2024 versus mai 2023)

Recettes et dons (48,03 ; +16,7%)				Dépenses totales (66,94 ; +17%)		Déficit budgétaire (Base ord.)
Recettes intérieures (47,68 ; +22,8%)			Dons	Courantes	Investissements	
Impôts directs	Impôts Indirects	Recettes non fiscales				
+4,1%	+5,7%	+106,5%	-66%	+10,9%	+35,8%	+17,8%

Source : Direction du Budget

2.4. Dette extérieure : hausse de remboursement des dettes directes et avalisées

A fin juillet 2024, le service de la dette mandaté recule de 65% à 4,85 milliards FDJ contre 14 milliards FDJ à fin juillet 2023 en lien avec le moratoire sur la dette chinoise relative aux projets de chemin de fer et l’adduction d’eau.

Le règlement s’élève à 2,7 milliards de FDJ en hausse de 57% comparé aux 1,7 milliard FDJ constatés à fin juillet 2023.

Concernait la dette avalisée, le remboursement du service de la dette enregistre un bond de 4091% passant de 217 millions FDJ à 9101 millions FDJ entre juillet 2023 et juillet 2024.

Tableau 3 : Service de la dette payé au 31 juillet 2024

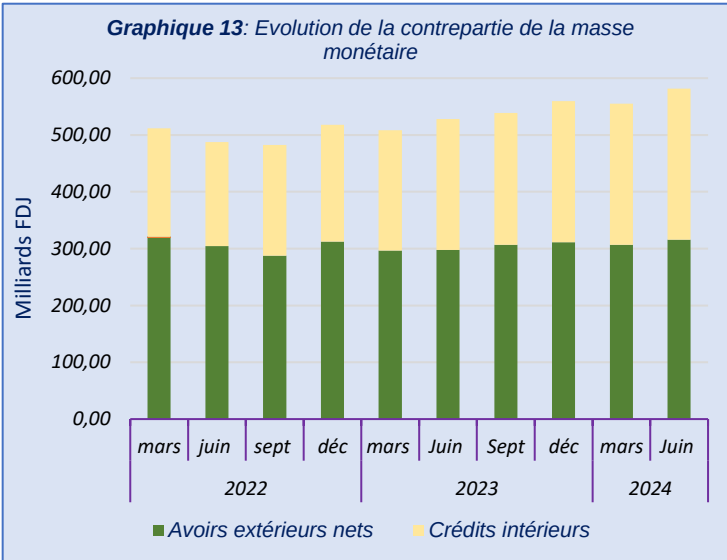
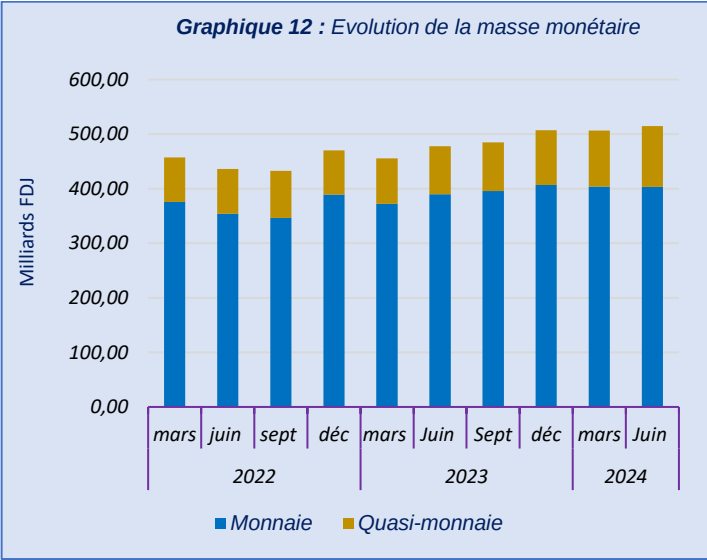
Millions FDJ	Service mandaté		Paiement		Variation	
	juil-23	juil-24	juil-23	juil-24	Mandatement juil.24/23	Paiement juil.24/23
Dette directe	14 026	4 853	1 719	2 697	-65%	+57%
Dette avalisée	7 728	10 691	217	9 101	+38%	+4091%

Source : DDP/MB

2.5. Situation monétaire : hausse des crédits à l’économie et de la masse monétaire

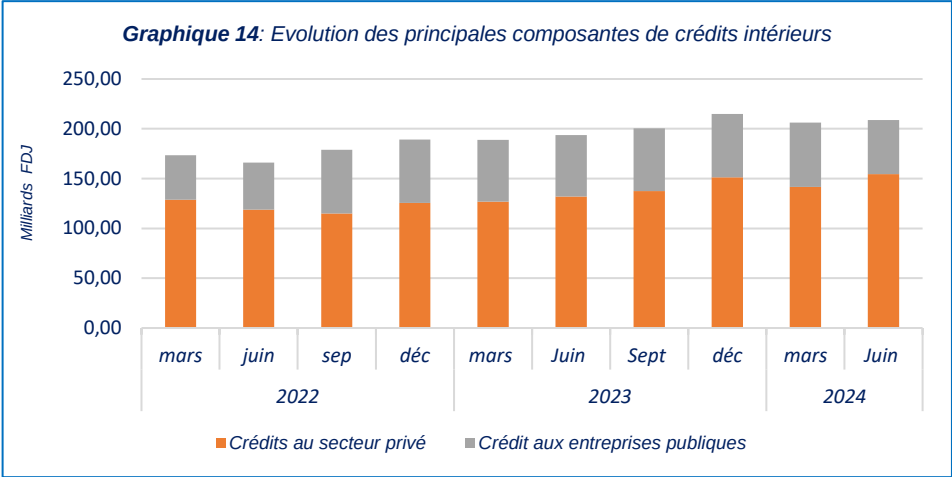
A fin juin 2024, la masse monétaire a augmenté, en glissement annuel, de 10,3% à 526,78 milliards FDJ contre 477,53 milliards FDJ à la même période de 2023 en raison de l’accroissement de la circulation fiduciaire et des dépôts à terme qui ont augmenté respectivement de 6,5% et 27,2%.

Les avoirs extérieurs nets ont légèrement progressé de 6% sur un an à 315,65 milliards FDJ alors que les créances intérieures ont évolué de +15,6% à 265,85 milliards FDJ entre juin 2023 et juin 2024.



Source : département statistiques monétaires, BCD

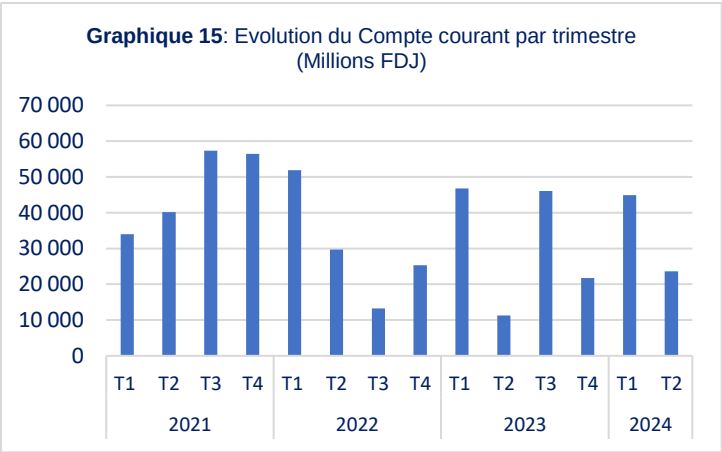
L'accroissement des crédits à l'économie de +7,9% à 208,91 milliards FDJ résulte essentiellement de l'augmentation des crédits au secteur privé de 17,1% à 154,38 milliards FDJ, atténuée par un recul des crédits aux entreprises publiques de 11,6% à 54,53 milliards FDJ pendant la période sous revue.



2.6. Secteur extérieur : solde excédentaire du compte courant

Au deuxième trimestre 2024, l'excédent du compte courant s'est renforcé à 23,6 milliards FDJ par rapport au 11,425 milliards FDJ de juin 2023 soit une augmentation de 106%. Cet accroissement est lié principalement à la forte progression du solde de balance commerciale des biens et services qui est passé d'un déficit de 5 milliards FDJ en juin 2023 à un excédent de 11,7 milliards FDJ en juin 2024.

Le solde débiteur du compte de revenu s'est amélioré de 238 millions FDJ et l'excédent du compte de transfert a augmenté de 3 milliards FDJ sur un an.





Direction de l'Economie et du Plan (DEP)

Immeuble Sarian, BP : 2535

Tél : +253 21352801/21351559

🌐 : <https://direction-economie.gouv.dj>

✉ : dep@economie.gouv.dj